

ADOPTION DE LA LFC 2011

Les logements LSP désormais cessibles

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté hier le projet de loi de finances complémentaire pour 2011 qui entérine la possibilité de cession des LSP.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Présenté pour la première fois à l'aval parlementaire, le projet de LFC a été adopté par les députés, en séance plénière et en présence du ministre des Finances, sans surprise.

Malgré l'abstention des élus du Parti des travailleurs, la majorité des

223 députés présents dans l'hémicycle ont agréé cette LFC 2011 qui consacre une forte dépense publique (plus de 8 200 milliards de dinars) dont 277 milliards de dinars pour le soutien élargi des prix des produits de large consommation. En outre, le projet prévoit la réalisation de 30 000 habitations rurales, 50 000 logements

promotionnels au profit des jeunes, ainsi que 410 000 logements publics locatifs.

Dans ce sens, les députés ont entériné la possibilité pour les propriétaires de logements sociaux participatifs de céder aux tiers, durant une période qui n'excède pas 10 ans, voire avant.

Et cela même si ces logements ont été acquis grâce à l'aide de la Caisse nationale du logement.

Les cédants doivent néanmoins reverser l'aide obtenue au profit du Trésor public. Une mesure dont le gouvernement «prendra

acte», selon Karim Djoudi, même s'il élude le fait que cette mesure puisse encourager davantage la spéculation immobilière.

Et d'autant que l'enjeu concerne la disponibilité de l'offre de logements.

D'autre part, l'Assemblée a agréé la réduction de 50% de la facture de l'électricité pour les ménages du Sud à basse tension dans la lité de 12 000 kW/an.

Par ailleurs, les députés ont permis l'importation de la friperie par voie portuaire, à l'exclusion des chaussures usagées.

C. B.



La cession aux tiers ne doit pas excéder 10 ans.

Photo : Samir Sid

SON GROUPE PARLEMENTAIRE S'EST ABSTENU DE VOTER

Le PT s'indigne des cadeaux octroyés aux patrons

Le groupe parlementaire du Parti des travailleurs s'est abstenu hier de voter la LFC 2011. Une position que les élus du PT justifient notamment en s'indignant de l'empresement de la majorité des députés, dans une APN «la plus mal élue depuis l'indépendance et souillée par les affairistes de tout bord (et qui) ne peut donner ce qu'elle n'a pas», à «octroyer des cadeaux inespérés aux patrons».

C. B.

BELKHADEM

AUX REDRESSEURS :

«Je crois au dialogue mais pas au marchandage»

Abdelaziz Belkhadem a confirmé hier les contacts entamés avec les redresseurs et la médiation des quatre personnalités du parti (Benhamouda, Sbaâ, Cherchali et Affane Guezane), comme nous l'annoncions dans une précédente édition. Seulement, la réconciliation ne semble pas être tout à fait scellée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Les quatre frères m'ont effectivement contacté à la veille du dernier comité central (...) Et comme je me suis engagé par le passé, j'ai pris l'initiative d'aller voir le frère Salah Goudjil chez lui et je lui ai dit : alors, dites-moi qu'elles sont vos revendications. Il m'a répondu qu'elles sont trois. A savoir, l'assainissement du comité central, le renouvellement des structures ainsi que la composante du bureau politique.»

Belkhadem a révélé cela hier devant le groupe parlementaire du FLN réuni au siège du parti à Hydra. «Il m'a aussi proposé de constituer un groupe de travail en vue d'assainir le comité central. Je lui ai répondu que rien ne se fera en dehors du comité central.»

Ce qui s'appelle un vrai dialogue de sourds ! Belkhadem haussera même le ton : «Après ce premier contact, et d'après ce que nous entendons ou lisons, j'en conclus qu'ils sont revenus à la case départ.» Avant de lancer «moi, je crois au dialogue mais sans marchandage» ! Ce ne sera pas tout : «En dehors du CC, le FLN n'a pas de tuteur. L'on ne peut prétendre aimer le parti et créer une structure parallèle.

Et Dieu seul sait qui en est derrière et quelle en est la finalité. Nous en connaissons un bout mais pas toute la vérité», dira encore Belkhadem. Le SG du FLN veut se mettre en position de force. Il n'a pas définitivement fermé la porte et n'a à aucun moment parlé de l'interruption de la médiation des quatre personnalités.

Et d'ailleurs, il annoncera officiellement la tenue d'une session extraordinaire du comité central pour le 23 juillet prochain. De même que la tenue de l'université d'été du parti, dont la date est fixée pour les 8 et 9 septembre prochain à Annaba. Sur un autre chapitre, Belkhadem a évoqué le retrait du groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie des postes de responsabilité des commissions permanentes et de la vice-présidence de l'APN.

«De par notre position de parti majoritaire, ces postes nous reviennent de droit. Certes, nous pouvons discuter avec nos partenaires, dans le cadre de l'Alliance mais ce qui est certain, c'est que, s'agissant du poste vacant de vice-président de l'Assemblée, nous ne discuterons pas. Il nous revient de droit.»

K. A.

POURSUITE DES ASSISES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Un exutoire, et après ?

Les assises de la société civile ont servi hier de véritable défoir aux participants. D'horizons différents, ils ont abordé en ateliers, chacun selon sa sensibilité, les problématiques allant du pluralisme syndical, à la démocratie participative en passant par le chômage.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'exercice qui se veut démocratique n'a pas toujours été facile.

Dans plusieurs ateliers, des prises de bec ont été enregistrées entre intervenants pas toujours d'accord.

Les rares fois où les représentants d'associations et de syndicats étaient d'accord, c'était pour dénoncer la marginalisation de la société civile. Et pour une participation plus active de cette dernière, les propositions étaient nombreuses. Au niveau de l'atelier dédié à l'avenir de la

société civile renfermant un dosage entre syndicats autonomes et associations agissant aussi bien dans le domaine environnemental que dans l'aide à la jeunesse, il a été proposé la création d'une maison des syndicats. La participation plus active des acteurs de la société civile a été au cœur des interventions des participants à l'atelier «pour une gouvernance renouvelée, un dialogue social et une démocratie participative». Le président du Syndicat national des psychologues y a fait plusieurs pro-

positions après avoir dressé un amer constat. Il considère que la société civile a été trop longtemps marginalisée et aujourd'hui que les pouvoirs publics sont à la recherche d'un contre-pouvoir, il se tourne vers la société civile. Khaled Kedda considère que l'initiative du Cnes de réunir sous un même toit les acteurs de la société civile n'est pas suffisante car, dit-il, «l'initiative de la société civile a été confisquée» avant de s'interroger sur la capacité des personnes présentes au Palais des Nations de représenter l'ensemble de la société civile. Il propose d'élargir ses assises en regroupements régionaux qui déboucheraient sur la rédaction d'un pacte social qui sera reconnu par les pouvoirs

publics et qui aura le mérite de redéfinir les champs d'action. Au terme de ces ateliers, les assises de la société civile prendront fin aujourd'hui. Un projet de charte de fonctionnement, d'organisation et d'expression de la société civile devrait être adopté à l'issue de ces états généraux. Une déclaration finale fera la synthèse de la rencontre alors que les procès-verbaux des discussions des différents ateliers devront être exploités ultérieurement.

Une question était hier sur toutes les lèvres : qu'advient-il des recommandations ? Pour l'heure, le Cnes dit qu'elles seront transmises au président de la République sans donner d'échéances sur leur mise en œuvre.

N. I.

CNCD

Ali Yahia Abdenour menace d'en appeler à l'ONU

Après avoir réclamé aux militaires de «prendre leurs responsabilités» et de «destituer le président de la République», M^e Ali-Yahia Abdenour, président d'honneur de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, a changé de cap. Désormais, il estime qu'il est légitime que l'ONU fasse des pressions politiques pour changer et mener au changement en Algérie.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans son allocution d'ouverture de la conférence-débat de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), tenue à la salle Hassiba-Ben Bouali de l'hôtel Sofitel d'Alger, le juriste a construit un argumentaire juridique légitimant l'intervention de l'ONU pour dégommer les tenants du pouvoir en Algérie. Et de nuancer : «Nous sommes contre l'intervention physique (militaire s'entend) mais l'Algérie est membre de l'Organisation des Nations unies et a ratifié tous les pactes internationaux.

Et donc, du point de vue du droit international, quand le pouvoir n'obéit pas à la Constitution, celui-ci se met au-dessus de la loi et fait la loi. On a le droit de demander à la communauté internationale d'intervenir pour réhabiliter le droit et rétablir la légalité.» M^e Ali-Yahia Abdenour, qui qualifie l'Algérie de «dictature», a justifié son jugement par la

confusion entre les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire. «Le pouvoir judiciaire est totalement intégré dans l'exécutif qui désigne 90 % des magistrats lesquels sont à sa merci du fait que ce sont les services de sécurité qui mènent les enquêtes d'habilitation. La confusion des pouvoirs veut dire dictature», souligne M^e Ali-Yahia Abdenour. Ainsi, il s'offusqua à l'idée de faire de l'armée la garante de la Constitution : «Il faut confier cela à un tribunal qui jugera ceux qui enfreignent les dispositions de la Constitution, un tribunal désigné plutôt par le peuple.»

Et d'ajouter en s'interrogeant : «Qui commande en Algérie ? C'est d'abord le pétrole, puis l'armée et ensuite le président. Celui-ci est malade. Il a disparu de la scène depuis le discours du 15 avril. Justement parce qu'il se dope et cela laisse des séquelles. Or, est-ce lui qui dirige le pays ? Ce sont les fonctionnaires qui mènent les consultations (conseillers du président).»

Dans le même contexte, il a rappelé que «par le passé, c'est l'armée qui désignait le président ou celui-ci est issu d'élections truquées. L'actuel président n'a pas échappé à la règle puisque, seulement 12 % ont voté lors de la dernière présidentielle et pas 90 % comme cela a été annoncé». Il a considéré que seule la corruption devait justifier le jugement du pouvoir. «C'est la banqueroute morale en Algérie. La corruption éclabousse l'entourage du président.»

Par ailleurs, il a été annoncé lors de cette conférence-débat que les marches du samedi seront maintenues. Pour sa part, le P^r Fadila Chitour, membre de la CNCD, a appelé à se solidariser avec les médecins résidents, qualifiant leur mouvement d'emblématique de par sa portée citoyenne. L'autre animateur de la conférence, Moncef Benouniche, lui, a appelé les Algériens à «s'indigner» contre l'ordre établi.

L. H.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption des lois relatives à la Cour suprême et au Conseil d'Etat

Les membres du Sénat ont adopté, hier, les projets de lois organiques relatifs aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement de la Cour suprême et du Conseil d'Etat. La loi qui régit le Conseil d'Etat a connu certaines modifications visant à élargir les compétences de cette juridiction. Pour ce qui est de la Cour suprême, la loi initiale a été convertie en loi organique afin de la mettre en adéquation avec les dispositions de la Constitution.

T. H.